

Document · UE Avant même sa publication, la révision des marchés publics agite déjà Bruxelles La Commission présentera, le 9 septembre, sa révision censée simplifier les règles encadrant les marchés publics, qui pourrait faciliter l'exclusion de certains fournisseurs étrangers. Pour ne pas perdre de temps, l'Irlande, à la présidence du Conseil de l'UE, a déjà demandé aux États membres de lui envoyer leurs commentaires sur la base d'une [version qui a fuité avant l'été](#), a appris Contexte de quatre diplomates. Ce travail formel sur des documents fuités est plutôt rare à Bruxelles. Certaines parties prenantes ont également fait parvenir à la Commission leur avis sur cette proposition dans la dernière ligne droite avant sa présentation. C'est le cas de l'Unife (industrie ferroviaire), qui s'est associée à trois autres représentants industriels et de la construction pour [adresser un courrier](#) au cabinet de Stéphane Séjourné, commissaire responsable du texte, le 2 septembre. Ils y soutiennent plusieurs propositions présentes dans cette version fuitée, comme la possibilité de rendre obligatoire l'exclusion d'opérateurs économiques issus de pays tiers de certains marchés publics, notamment pour des raisons de sécurité, ou encore de permettre d'« accorder une préférence aux produits, services et travaux européens dans les marchés publics des secteurs stratégiques ».